

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITE SYNDICAL DU 25 JUIN 2020

Convocations adressées le : 19 juin 2020

Nombre de délégués titulaires présents : 5

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 3

Nombre de pouvoirs attribués : 2

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Frédéric AUGIS; Martine BELNOUE; Franck MAZET; Christian GATARD; Wilfried SCHWARTZ

Suppléants à voix délibérative :

Michel PADONOU ; Michel GILLOT ; Corinne CHAILLEUX

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Frédéric AUGIS par Brigitte PINEAU ; Frédéric AUGIS par Bernard LORIDO

Absents excusés :

Christophe BOUCHET ; Alain BENARD ; Sébastien MARAIS ; Patrick CHALON ; Yves MASSOT

Secrétaire de séance :

Wilfried SCHWARTZ

**C 20/06/05 - LA RICHE – 134 RUE DE LA MAIRIE A LA RICHE – ACQUISITION
DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE PREEMPTION ET APRES FIXATION
JUDICIAIRE DU PRIX**

Monsieur Frédéric AUGIS, Président, présente le rapport suivant :

Les 3 et 6 juin 2019, par l'intermédiaire de l'agence Stéphane Plaza Immobilier Tours Est, un compromis de vente a été régularisé par Monsieur José Manuel CORREIA GOMES et Madame Isabelle ROST au profit de Monsieur Karim BECHIKH et Madame Émilie LAURET, portant sur une maison d'habitation sise à La Riche, 134 rue de la Mairie, cadastrée section AP numéros 666 et 668, au prix de 530.000,00 euros (en ce non compris la commission d'agence d'un montant de 21.200,00 euros à la charge de l'acquéreur et les frais d'acte notarié).

Le bien étant soumis au droit de préemption urbain, Maître Jean-Renaud BRUGEROLLE, notaire à Ballan-Miré, a établi une déclaration d'intention d'aliéner, reçue le 26 juin 2019 en mairie de La Riche. Le 1er juillet 2019, ladite DIA a été transmise pour instruction au Syndicat des Mobilités de Touraine, délégataire du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée section AP numéro 668, la parcelle cadastrée section AP numéro 666 relevant du droit de préemption urbain délégué à la commune de La Riche.

Le pôle d'évaluations domaniales de la Direction Départementale des Finances Publiques d'Indre-et-Loire a été saisi le 9 juillet 2019. Après visite du bien, l'évaluation du directeur départemental des finances publiques a conclu, le 26 août 2019, à une valeur de 385.000,00 euros. Par lettres recommandées avec avis de réception en date du 6 septembre 2019, la décision de préemption a été notifiée individuellement au notaire, aux propriétaires et aux acquéreurs susnommés, sur la base de l'évaluation citée ci-dessus.

Aux termes d'une lettre recommandée avec avis de réception en date du 19 septembre 2019, Maître Amandine HAMELIN, notaire à Tours, a informé le Syndicat des Mobilités de Touraine du souhait de ses clients, propriétaires susnommés, de faire fixer le prix de leur bien par la juridiction compétente en matière d'expropriation.

Il y a été procédé, par le Syndicat des Mobilités de Touraine, au moyen d'une requête déposée au greffe de la juridiction, le 9 octobre 2019.

Dans le cadre de cette procédure, le commissaire du gouvernement a évalué ledit bien à 390.000,00 euros, sous réserve des constatations du juge de l'expropriation lors du transport sur place.

Par jugement en date du 6 avril 2020, le juge de l'expropriation a fixé l'indemnité principale de dépossession du bien à la somme de 455.052,00 euros, et l'indemnité allouée aux propriétaires au titre de l'article 700 du Code de procédure civile à la somme de 2.000,00 euros.

Au regard des éléments présentés, il convient donc d'acquérir ledit bien au prix fixé par le juge de l'expropriation, à savoir QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ MILLE CINQUANTE-DEUX EUROS (455.052,00 euros).

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

En conséquence, il est proposé au Comité Syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5711-1,

Vu l'arrêté préfectoral n°181-232 en date du 27 novembre 2018 portant création du Syndicat des Mobilités de Touraine,

Vu l'arrêté n°2019/013 pris par le Président du Syndicat des Mobilités de Touraine en date du 25 septembre 2019 portant décision de préemption,

Vu le jugement rendu par le juge de l'expropriation en date du 6 avril 2020,

- **APPROUVE** l'acquisition du bien sis à La Riche, 134 rue de la Mairie, cadastré section AP numéros 666 et 668, au prix de QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ MILLE CINQUANTE-DEUX EUROS (455.052,00 euros).
- **DIT QUE** les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **DIT QUE** la rédaction de l'acte est confiée au notaire chargé de la vente initiale.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir.

Le comité adopte à l'unanimité.

**Pour extrait conforme et certification
du caractère exécutoire,**



Le Président,

Frédéric AUGIS